



23 Nov. - 10 Dec. 2012 Foire LOME Foire de toutes les opportunités

CETEF - LOME Centre Togolais des Expositions et Foire de Lomé "TOGO 2000"



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



67e Session des Nations Unies et Réunion de haut niveau sur le Sahel à New York
LE TOGO PROPOSE LA NOMINATION D'UN ENVOYÉ SPECIAL ET LA MISE EN PLACE D'UN GROUPE DE CONTACT INTERNATIONAL SUR LA SITUATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DANS LE SAHEL P 3



Affaire d'escroquerie : P 2
APRÈS AVOIR NOYÉ PASCAL BODJONA, BERTIN AGBA TENTE DE PLONGER ABASS BONFOH

Fruit d'un dialogue sincère : Manifestations pacifiques et en toute liberté les 25, 26 et 27 septembre
LE CST A-T-IL ENFIN ATTEINT SON PRINCIPAL OBJECTIF ? P 2

AIMES-Afrique à la 1ère édition du Festival d'Aného : 116 PATIENTS OPERÉS EN PRÉSENCE DES RESPONSABLES DE LA JCI P 2

Le civisme aujourd'hui
COMBATTRE L'ABSENTEISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE P 4

AFRIATECH
Archivage Numérique-GED -Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing
Web : www.afriatech.com Email : info@afriatech.com Tél. : +228 261-60-71 Fax : +228 261-60-70
Objectif 2015 : zéro papier !

TR 083 du 28 sept. 2012



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Affaire d'escroquerie : APRÈS AVOIR NOYÉ PASCAL BODJONA, BERTIN AGBA TENTE DE PLONGER ABASS BONFOH



C'est une véritable truille sans doute, qui s'est emparé du Président de l'Assemblée Nationale Abass Bonfoh lorsque ce dernier a vu sa photo barrer la une de certains journaux cette semaine. Sur la photo, on pouvait apercevoir Abass Bonfoh souriant entre l'émirati Abass Al Youssef et le togolais Bertin Agba. Le patron du pouvoir législatif n'a pas mis du temps à rencontrer la presse mercredi dernier. Il a reconnu avoir reçu en audience l'émirati présenté comme un homme d'affaire venu investir au Togo. Les discussions auraient essentiellement tourné autour de l'agriculture. Le président de l'Assemblée Nationale dit n'avoir pas reçu de montre Rolex en guise de cadeau de la part de l'émirati. Il affirme également ne rien savoir de cette affaire d'escroquerie qu'il a découverte comme bien d'autres togolais dans les journaux. Au-delà de tout, la question qui nous taraude l'esprit est de savoir qui a intérêt à publier cette photo et pour quel objectif ? L'interrogation ne saurait demeurer éternel. Il nous souvient qu'au lendemain de l'arrestation de l'homme d'affaire togolais Sow Agba Bertin, dans le cadre de cette affaire d'escroquerie à l'échelle planétaire, ce dernier avait vite fait de citer le nom du ministre Bodjona qui de part ses fonctions au sommet de l'Etat pourrait lui permettre de se tirer rapidement d'affaire. Le manège n'avait pas marché et la suite on l'a connaît. Pascal Bodjona inculpé se retrouve derrière les barreaux.

Si aujourd'hui le degré d'implication de l'ex ministre de l'administration territoriale Pascal Bodjona dans cette sulfureuse affaire, reste encore à prouver, celui d'Agba Bertin ne fait l'ombre d'aucun doute. Avec son passé sulfureux il n'est pas exagéré de dire que l'escroquerie apparait comme son job privilégié. C'est entre lui et le français Le Floch-Prigent dont le passé n'est guère reluisant que le titre de chef de gang se dispute. Depuis sa cellule de prison à Tsévié, l'homme d'affaire Agba Bertin réputé très malin et intelligent à en croire ses proches, continue de tirer des ficelles pour ne pas couler seul. Après avoir noyé Pascal Bodjona qui visiblement paye aujourd'hui ses accointances avec Agba Bertin, c'est le Président de l'Assemblée Nationale Abass Bonfoh qui est dans la ligne de mire du prisonnier de Tsévié à la commande des articles publiés dans les journaux. Est-ce qu'il suffisait de serrer la main à l'émirati pour être complice de cette affaire ? C'est comme cela qu'on tente de présenter la chose. En tout cas l'émirati, la présumée victime dans cette affaire d'escroquerie semble ne pas se tromper d'adversaire et désigne bien tous les membres du gang qui se sont partagés ses prétendus 48 millions de dollars soit environ 25 milliards de francs Cfa. Reste à la justice togolaise de clarifier ce scénario mafieux digne d'un film à la Hollywood.

PF

Fruit d'un dialogue sincère : Manifestations pacifiques et en toute liberté les 25, 26 et 27 septembre LE CST A-T-IL ENFIN ATTEINT SON PRINCIPAL OBJECTIF ?

Hier jeudi 27 septembre, le Collectif « Sauvons le Togo » et la coalition « Arc-en-ciel » ont bouclé dans le calme et sans heurts une manifestation de trois jours à laquelle ils avaient appelé les populations de Lomé et celles environnantes. Cette manifestation qui devait être sanctionnée par un sit-in de 3 jours à la place Déckon a vu son itinéraire modifié et son point de chute délocalisé à la place de l'indépendance en face du palais des congrès de Lomé. C'est donc une ambiance bon-enfant qui a régné entre manifestants et forces de l'ordre d'un côté et entre manifestants et non manifestants de l'autre durant ces trois jours. Les soirs, à 22 heures chacun est rentré chez lui. Pas de jet de pierres, pas de courses poursuites, pas de jet de grenades lacrymogènes. Les organisateurs ont bien voulu s'inscrire dans le respect de la légalité et les manifestants dans le respect de l'itinéraire et des consignes de leurs premiers responsables. Tout ceci parce que les manifestations ont été précédées par des discussions franches entre le Contre Amiral Adégnon, Président de la délégation spéciale de la Commune de Lomé et les organisateurs de la marche. C'est là une preuve supplémentaire pour rappeler aux sceptiques du dialogue et aux pessimistes béats que le dialogue est doté de vertus qu'on ne peut ignorer au risque de passer à côté de ses miracles.

D'aucuns, à l'image du coordonnateur du CST, Me Zeus



Ajavon, dirons qu'il y a déjà eu trop de dialogues, dix-sept au total, et qu'ils s'interrogent sur le bien fondé d'un énième dialogue, si ce n'est pour discuter des conditions de départ d'un Chef d'Etat démocratiquement élu. Théorie saugrenue, surtout lorsqu'on se rend compte qu'elle est développée par un homme de droit qui plus est constitutionnaliste de son état. On pourra aussi le payer dans sa propre monnaie en lui demandant de faire l'état des marches animées d'abord par le FRAC et relayées par le CST depuis près de 30 mois dans les rues de Lomé sans aucun résultat palpable pour les populations que chacun prétend représenter. Si nous nous en tenons au fait qu'en toute chose il faut savoir trouver le juste milieu au risque de basculer dans l'un ou l'autre extrême, nous dirons que l'heure a sonné, s'il n'est pas encore tard, pour les marcheurs invétérés de tirer les leçons des discussions qui ont précédé cette manifestation pour se mettre résolument à l'école du dialogue dont ils ne tarderont pas à découvrir les vertus et les miracles. Ce qu'ils doivent comprendre, c'est que quel que soit le caractère légitime de leurs revendications,

elles en demeureront tant qu'elles ne seront pas discutées autour d'une table, pour ne pas dire sous le grand arbre à palabre multi séculaire où personne n'a tort et où personne n'a raison, si ce n'est la communauté. Juste parce qu'il apprend à chaque protagoniste à sacrifier les intérêts égoïstes pour l'intérêt général. Mais quand on sait que pendant longtemps les responsables du CST qui se sont fait rejoindre tardivement dans leur train par l'« Arc-en-ciel » dans leur logique ne demandaient qu'à manifester librement sur toute l'étendue du territoire togolais et ceci durant tous les jours de la semaine, on est en droit de se demander si avec ces trois jours à la place de l'indépendance, le CST a enfin atteint son principal objectif. Ils disaient alors que le droit de manifester est un droit constitutionnel et qu'ils ne se donneraient de répit avant de ne l'avoir exercé pleinement. On ose alors espérer que sur le plan comptable les dirigeants de ces deux conglomérats ont enfin un bilan satisfaisant et qu'ils s'en contenteront au risque de passer pour des inconséquents.

Pablo ZOUBE

AIMES-Afrique à la 1ère édition du Festival d'Aného : 116 PATIENTS OPERES EN PRESENCE DES RESPONSABLES DE LA JCI



L'Ong Internationale AIMES-Afrique en collaboration avec la Fondation Aquéréburu Patern, a organisé une mission médico-chirurgicale humanitaire et gratuite dans la préfecture des Lacs, du 17 au 22 septembre dernier. Il s'agit d'une campagne de consultations foraines suivies d'interventions médico-chirurgicales dans les localités d'Aklakou, de Glidji et la ville d'Aného dans le but d'apporter l'hôpital vers les populations de ces zones. Cette dernière sortie de l'Ong a été rehaussée par la présence remarquable de personnalités d'audience internationale, notamment le Directeur Exécutif de la Jeune Chambre Internationale au Togo, M. Arrey OBENSON accompagné du Directeur Afrique de la JCI M. Bossou Materne. Venus spécialement des USA, ces personnalités ont placé leur visite dans le cadre d'un séjour d'échanges et de partages d'expériences en matière de consultations foraines et d'interventions médico-chirurgicales. Premiers responsables de la JCI, Mrs Arrey OBENSON et Bossou Materne ont séjourné au Togo dans le cadre d'une visite d'échanges et de partages des techniques et savoir-faire en matière de consultations foraines et de la conduite des opérations médico-chirurgicales de masse.

«L'expérience a été enrichissante et fructueuse pour nous qui venons pour voir les médecins à l'œuvre et pouvoir apprécier l'efficacité et le succès des prestations sur le terrain», a déclaré le Directeur Exécutif de la Jeune Chambre Internationale au Togo, M. Arrey OBENSON. Cette fibre référentielle de Aimes Afrique a déjà fait l'objet de mérite au plan international avec l'attribution à l'Ong du prix mondial des actions humanitaires et du volontariat. Son concept "amener l'hôpital vers les populations" est en train de s'imposer aujourd'hui comme l'un des mécanismes efficaces pour mettre à la disposition des populations nécessiteuses, des possibilités de soins de santé efficace et efficiente dans un environnement marqué par le manque de structures sanitaires adéquates et de personnel de santé qualifié. Un véritable cas d'école qui séduit la JCI au plus haut niveau et qui épate bien d'autres acteurs et observateurs d'actions de développement de la population à travers le monde. A Aného et en trois (03) journées d'opération médico-chirurgicale, il est enregistré 116 personnes opérées sur 1800 cas consultés. Il s'agit de l'ophtalmologie (maladies des yeux, conjonctive, cataracte...), de la pédiatrie (maladies des enfants), de l'ORL (maladie de nez, oreille et gorge), de la gynécologie et consultations prénatales, de la chirurgie générale (Hernie, hydrocèle, goitre), de la médecine générale (hypertension artérielle, diabète, paludisme, mal de dos...). Rappelons que AIMES-Afrique a été créée le 19 janvier 2005 par Dr. Michel Serge Kodom qui en est le Président Fondateur. Aimes Afrique a déjà mené des œuvres d'action humanitaire et sociale à l'endroit de la population démunie sur toute l'étendue du territoire national et dans certains de ses pays membres comme le Mali et la Burkina Faso.

Victor T.

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET

PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIABLE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET

ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

Service Compris

67e Session des Nations Unies et Réunion de haut niveau sur le Sahel à New York LE TOGO PROPOSE LA NOMINATION D'UN ENVOYE SPECIAL ET LA MISE EN PLACE D'UN GROUPE DE CONTACT INTERNATIONAL SUR LA SITUATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DANS LE SAHEL



Le Chef de l'Etat à l'AG de l'ONU

Ouverte depuis le mardi 25 Septembre 2012 au siège des Nations Unies à New York, la 67e session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui a réuni cette année 39 Chefs d'Etats et de gouvernements ainsi que la totalité des délégations des 193 Etats membres, a commencé son débat général sans occulter les inquiétudes de la communauté internationale face à l'enlèvement des conflits qui caractérisent le monde aujourd'hui. Il s'agit essentiellement de la situation en Syrie, au Sahel, dans la province congolaise du Nord-Kivu mais également de la flambée de la violence qui a conduit à la mort à Bengazi en Libye de l'Ambassadeur américain. « C'est une époque de turbulence, de transition et de transformation, une époque où le temps ne joue pas en notre faveur » s'est inquiété M. Ban Ki-Moon, Secrétaire Général de l'ONU qui en a profité pour rappeler à l'ensemble de la communauté internationale son devoir de donner un sens concret à la responsabilité de protéger. Une responsabilité sur laquelle reviendra la délégation togolaise, conduite par le Président de la République, Faure Gnassingbé, lors de la réunion de haut niveau qui s'est tenue le jour suivant sur le Sahel. Dans son intervention à cette grande tribune, le Togo, après avoir rappelé qu'il n'y a pas de développement ni de bonne gouvernance sans la paix et la stabilité, a réitéré ses vives préoccupations face à la situation dans le Nord du Mali avant d'en appeler à la communauté internationale pour qu'elle envisage la mise en œuvre du principe de la responsabilité de protéger. Au-delà de la mobilisation générale, les problèmes du Sahel, selon le Togo, exigent une attention particulière.



Le Chef de l'Etat en entretien avec le PM Malien

C'est pourquoi le Togo a soutenu avec fermeté la nomination d'un Envoyé Spécial pour les questions du Sahel, une personnalité de haut rang et d'expérience qui doit pouvoir s'y atteler exclusivement. Outre cette proposition, le Togo a soumis aux différents pays et personnalités présentes à cette réunion de haut niveau sur la situation au Sahel, une autre proposition qui en réalité avait été faite, le 21 février 2012 par le Président de la République devant le Conseil de Sécurité et qui voudrait que soit mis en place, un Groupe de Contact International sur la situation en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel. Plusieurs autres questions d'importance sont à l'ordre du jour de cette 67e session de l'Assemblée Générale à savoir : les objectifs du Millénaire pour le développement, les changements climatiques et le développement durable, la sécurité alimentaire, le rôle de la médiation dans le règlement pacifique des conflits, le désarmement, la réforme de l'organisation des Nations Unies, y compris la réforme du conseil de sécurité, la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale et la réaffirmation du rôle central de l'organisation dans la gouvernance mondiale. En marge des travaux de cette 67e session, le Président de la

République togolaise, Faure Gnassingbé a eu plusieurs rencontres bilatérales avec plusieurs chefs d'Etats, des Chefs de gouvernements, de délégation et plusieurs personnalités dirigeantes des institutions internationales. Avec le Président français François HOLLANDE, il a abordé outre la question du Mali et du Sahel, d'autres sujets d'intérêt concernant les relations bilatérales telles le processus électoral en cours. Avec Mme Navy PILLAY, Haut Commissaire aux droits de l'homme, il a été question des progrès réalisés par le Togo en la matière. Le Chef de l'Etat togolais a réaffirmé son engagement à organiser les prochaines élections dans des conditions paisibles et équitables. Il s'est également entretenu avec la Haut commissaire sur l'éducation de la femme qui est un axe important dans le développement ainsi que du prochain Code togolais de la famille. Mme PILLAY qui s'en est félicité a souhaité, sur les questions des opérations de maintien de la paix, que la composante des droits de l'homme soit effectivement prise en compte. Le Chef de l'Etat togolais a réitéré son invitation à Mme PILLAY pour une visite officielle au Togo. Toujours dans la journée de ce mardi 25 Septembre, le Président de la République



Le Chef de l'Etat s'entretenant avec François Hollande



Entretien avec Theodoro Obiang N'Guema



Entretien avec Babatundé Osotimehin, Directeur Exécutif de



Entretien avec le Président Serbe

togolaise s'est entretenu avec ses homologues de Guinée Equatoriale et du Cap Vert. Avec leurs Excellences Teodoro Obiang Nguema Mbasogo et Jorge Carlos Fonseca, il a été surtout question de la coopération bilatérale entre le Togo et chacun des deux pays. Le Chef de l'Etat a poursuivi ses audiences hier jeudi 27 septembre avec des rencontres bilatérales respectivement avec Dr Babatoundé Osotimehin, Directeur Exécutif du Fonds des Nations Unies pour la Population, M. Modibo Diarra, Premier Ministre du Mali et Son Excellence M. Tomislav Nikolic, Président de la Serbie. Mme Michelle Bachelet,

Directeur Exécutif de l'Entité ONU Femmes ainsi que d'autres personnalités ont été reçues par le Président Faure Gnassingbé au moment où nous nous mettons sous presse. Nous reviendrons largement sur le séjour du Chef de l'Etat et la participation de la délégation togolaise à cette 67e session des Nations Unies qui prend fin le 5 Octobre prochain mais dont les débats se poursuivront probablement jusqu'à la mi-juin 2013.

Germain POULI, depuis New York pour Togoréveil

Gestion des manifestations publiques en période électorale L'UNREC FORME LES FORCES DE SÉCURITÉ TOGOLAISES

La gestion des manifestations publiques au Togo a de tout temps suscité des divergences entre les pouvoirs publics et les partis politiques de l'opposition. A chaque fois que des manifestations de rues sont annoncées, plusieurs togolais se questionnent sur le sort qui sera réservé à ses manifestations. L'opposition a le plus souvent accusé les forces de l'ordre et de sécurité de mal gérer les marches de protestation. Le plus souvent, c'est l'usage des gaz lacrymogènes qui est jugé disproportionné par les partisans de la marche. Pour amener les forces de l'ordre à maîtriser l'usage des gaz lacrymogènes, les autorités togolaises et les responsables du Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique (UNREC) se mobilisent. Depuis hier matin, les forces de sécurité togolaises ont débuté une session de formation sur le maintien de l'ordre en période électorale. La formation assurée



par l'UNREC, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC) s'est déroulée dans l'enceinte de l'école normale de la gendarmerie à Lomé. Durant les exercices de la session de formation, les policiers et les gendarmes seront formés au tir de lacrymogènes et seront bien outillés sur le maintien d'ordre. La formation au tir des gaz lacrymogènes est la phase pratique d'un atelier de formation des formateurs, en maintien de l'ordre en période électorale à l'intention des personnels de

police et de la gendarmerie. Cette formation intervient à point nommé et va renforcer les capacités des forces de l'ordre et de sécurité togolaises. C'est une formation nécessaire pour le Togo qui organise dans quelques mois, des élections législatives et locales pour renouveler son Assemblée Nationale notamment. Elle va permettre aux policiers et gendarmes de se professionnaliser et de maîtriser les moyens conventionnels de maintien d'ordre.

Dias MISSOKO

Tournée de rencontre et d'échange avec les acteurs de l'éducation

KARA A ACCUEILLI LA DÉLÉGATION DU MINISTRE SOLITOKI ESSO LE MERCREDI DERNIER



C'est le collège chaminade qui a prêté son cadre pour les discussions entre les acteurs de l'éducation et le Ministre d'Etat, Easo Solitoki en charge du Ministère de l'Enseignement Primaire, secondaire et de l'alphabétisation le 26 septembre dernier. En effet, cette visite du Ministre dans la région de la Kara s'inscrit dans le cadre d'une tournée nationale qu'il a entreprise depuis le début de la semaine pour discuter avec les différents acteurs de l'éducation à savoir les inspecteurs, les responsables d'établissements scolaires et d'autres acteurs de ce secteur de chaque région. Selon le Ministre, le Président de la République a donné des instructions précises pour que l'année scolaire se déroule sans difficultés majeures. Etant nouvellement nommé à la tête de ce Ministère, il a alors pris l'initiative d'aller vers les acteurs de l'éducation pour échanger avec eux sur les problèmes de disfonctionnement du secteur afin de trouver des solutions appropriées. A l'instar des régions des Plateaux et Maritime qu'il a déjà parcourues, les acteurs de l'éducation de la région Kara ont saisi cette opportunité pour exposer directement les problèmes qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur fonction et ont

soumis aussi leurs doléances à leur ministre de tutelle. Entre autres problèmes, celui qui suscitait plus l'intérêt des enseignants est le retard qu'accusent les primes de rentrée et de bibliothèque qui s'élèvent à 130 milles francs CFA. A cette inquiétude, le Ministre Solitoki a rassuré qu'il soit fort probable que les enseignants rentrent dans leur droit avant même la rentrée scolaire prévue pour le 08 octobre prochain. Il a même expliqué le retard du décaissement de cette somme par le fait que les enseignants avaient déjà perçu au cours de l'année 2012 cette somme et il n'était plus possible de débloquer une autre somme la même année pour la même cause. Il fallait alors trouver une autre formule.

Pour Bararmna Rabassima, Secrétaire Général adjoint de l'Union des Syndicats de l'Education du Togo (USET), la visite du Ministre et la lumière qu'il a apportée sur les zones d'ombres qui inquiétaient les enseignants est un gage pour une bonne reprise scolaire si le gouvernement joint l'acte à la parole. « Par rapport à ce que le Ministre a dit je crois que le problème majeur qui inquiétait les enseignants, il a essayé de toucher ce point donc dans certaines mesures, si c'est appliqué, nous croyons qu'il n'y aura pas de problème pour la rentrée » a-t-il déclaré en substance. Toutefois il espère que d'autres solutions soient trouvées aux autres problèmes. « Il y a aussi d'autres points en suspend et en pleines discussions avec le cadre permanent de concertation, nous allons suivre l'évolution et organiser des réunions d'informations auprès de nos membres et il reviendra à eux de voir la qualité et la pertinence des discussions », a-t-il ajouté. A entendre le porte parole des collègues des différents corps d'encadrement d'élèves et parents d'élèves, les enseignants font aussi face au problème d'indiscipline des élèves qui gagne le terrain et il va falloir attribuer plus de surveillants aux établissements scolaires et accompagner les cours de l'Education civique et morale pour une bonne éducation des futurs cadres de demain.

London KAWANA envoyé spécial de TOGOREVEIL à Kara

Le Civisme Aujourd'hui COMBATTRE L'ABSENTEISME DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les fonctionnaires recrutés par l'Etat togolais sont ceux qui travaillent dans la fonction publique et payés sur le budget de l'Etat. Comme tels, ils sont non seulement des fonctionnaires de l'Etat mais aussi ils rendent un service à la nation. Service pour lequel ils sont d'ailleurs rémunérés. Le peuple togolais est connu comme un peuple travailleur. Mais depuis plus de vingt ans, un phénomène dévastateur gangrène la fonction publique togolaise. Il s'agit de l'absentéisme au travail. Ils sont plusieurs fonctionnaires qui se prêtent à ce jeu qui leur permet d'aller s'occuper de leurs propres affaires au détriment des services publics.

L'absentéisme dans la fonction publique constitue un frein pour les bons rendements des services publics. Il est à l'origine de la lenteur et la lourdeur administratives qui caractérisent actuellement la fonction publique togolaise. Pour compenser l'absence des collègues de services d'autres fonctionnaires sont obligés de se plier en quatre pour

pouvoir servir les citoyens et couvrir en même temps les absentéistes. Cette situation ne joue pas en faveur de la redynamisation de cette administration qui est en cour de réforme. Alors il importe que les autorités compétentes prennent des mesures encore plus efficaces pour lutter contre ce phénomène. En temps que citoyen togolais travaillant dans la fonction publique et qui cherche le bien du pays, il est de votre responsabilité de tout mettre en œuvre pour remplir convenablement la mission qui est la votre. C'est avec une solidarité positive en faveur de l'Etat que ce phénomène peut être combattu. Ainsi au lieu de couvrir vos camarades absentéistes, vous ferez mieux de les dénoncer à la hiérarchie qui doit à son tour sévir pour qu'ils se corrigent. Un bon citoyen doit chercher le bien de son pays, les fonctionnaires de l'Etat, payés par le contribuable, beaucoup plus. L'absentéisme n'est pas une bonne chose, combattons le.

La Rédaction

Retour à la raison de Me Zeus Ajavon et Cie L'ALTERNANCE C'EST PAR LES URNES!

Depuis quelque jours déjà, les responsables du Collectif « Sauvons le Togo » avec en tête de file Me Zeus Ajavon et Agbéyomé Kodjo sont en train de reprendre pied sur la terre de la raison. Pour la première fois depuis des mois si ce ne sont des années, ils professent publiquement la légitimité du pouvoir en place et reconnaissent enfin qu'il n'y a que les échéances électorales pour un changement de régime ; selon les déclarations des deux hommes au deuxième jour des marches suivies de sit-in à la place de l'indépendance. La raison a pris le pas sur les passions et les aigreurs des uns et des autres. Agbéyomé Kodjo avoue enfin sa préoccupation pour les législatives prochaines en révélant une information dont lui seul à la source. Il affirme qu'en marge du sommet du Conseil de Sécurité, le Président français, François Hollande aurait demandé à son homologue togolais Faure Gnassingbé l'organisation d'une élection législative transparente et équitable pour tous. Monsieur Kodjo s'en réjouit de manière béate en oubliant qu'en matière d'élections le Togo en a déjà organisé deux, les législatives de

2007 et les présidentielles de 2010 qui ont été saluées de façon unanime par la communauté internationale. Quant à Zeus Ajavon, il souffle le chaud et le froid et se perd dans des déclarations contradictoires. Cependant, cette fois-ci, son subconscient a pris le dessus en révélant les vérités qu'il cache par autocensure. Il déclarait en effet que « Si Faure doit partir, ce sera en 2015 », pas avant. Il est donc conscient qu'il n'y aura que les élections pour faire partir un Président élu du pouvoir. Mais là encore c'est une autre paire de manche quand on sait que l'opposition togolaise s'illustre par son caractère moribond en se cantonnant dans les rues de Lomé à l'heure où d'autres formations politiques à l'instar de l'Union pour la République (UNIR) sillonnent tout le pays pour s'imprégner des réalités du Togo profond. A cette allure, il n'y aura pas match lors des prochaines échéances électorales et l'équation n'aura pas plus d'une inconnue, à moins qu'on ne soit partisan de la fallacieuse théorie selon laquelle le Togo se résume à la ville de Lomé.

Pablo ZOUBE



23 Nov.
10 Déc.
2012

10^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



CETEF - LOME

CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS
ET FOIRES DE LOME "TOGO 2000"

B.P.: 10056 Lomé - TOGO
Tél.: (228) 22 35 07 27 / 22 30 38 48 - Fax (228) 22 26 17 54
E-mail : ceteflome@cetef.tg - Site web : www.cetef.tg

Lancement officiel d'un nouveau cadre pour la jeunesse togolaise

CRE TOGO 21 S'OFFICIALISE PAR UN ACCORD AVEC AFRICA PROGRESS

Le stade de Kégué, dans la banlieue Nord-est de Lomé a prêté son cadre le samedi dernier à une gigantesque manifestation en faveur de la jeunesse togolaise. C'est sous l'initiative du tout jeune mouvement dénommé Conscience Républicaine et d'Eveil pour le Togo du 21ème siècle, CRE Togo 21 qui célébrait son lancement officiel et la signature d'un protocole d'accord avec son principal partenaire, la Fondation Africa Progress.

Ayant duré de 8 heures à 18 heures, la célébration dénommée la fête de la Jeunesse a connu son point culminant vers 16 heure avec la signature d'un accord de partenariat entre CRE Togo 21 et la fondation Africa Progress. Ce sont respectivement Alice N'Gassibou pour CRE Togo 21 et Céline Valensi, présidentes des deux organisations qui ont apposé leur signature sur le protocole d'accord. Par cette signature, Africa Progress s'engage à fournir à CRE Togo 21 l'expertise nécessaire, la formation, l'information et le financement pour permettre aux jeunes entrepreneurs togolais de s'autofinancer et de ne pas toujours attendre de l'Etat qui ne pourra pas absorber toute la main d'œuvre disponible sur son marché. C'est donc pour apporter une solution à la jeunesse togolaise et la soustraire



de son laxisme et de sa manipulation par les politiques que CRE Togo 21 a été porté sur les fonds baptismaux en juillet 2012.

Il faut noter qu'«Africa Progress est une fondation vieille d'un an qui est basée à Paris. Elle s'est fixée comme objectif de combattre la pauvreté dans les pays d'Afrique en fondant l'espoir sur la jeunesse. Partout où besoin est et où la jeunesse crie au secours, Africa Progress y accourt. Raison pour laquelle elle n'a pas hésité à répondre à l'appel de CRE Togo 21 malgré son jeune âge. A ce jour, Africa

Progress travaille déjà en collaboration avec des associations de jeunesse dans 4 pays de l'Afrique de l'Ouest à savoir le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo.

Cette journée qui s'est ouverte sur les démonstrations des hommes aux couteaux, des danseurs et des acrobaties du groupe « Gbozo Clan » a connu son apothéose avec les prestations des artistes de la chanson togolaise à l'instar de Pasteur Abitor, Almok, Poundy Cissé, Oli Big et bien d'autres.

Paul Katassoli

Journée Mondiale du Tourisme hier 27 septembre

LA VILLE DE KARA A L'HEURE DU REBOISEMENT



C'est la ville de Kara au nord du pays qui a abrité cette année les festivités marquant la Journée Mondiale du Tourisme hier jeudi 27 septembre. Cette journée qui était à sa 32ème édition avait pour thème : « Tourisme et énergie durable : propulser le développement durable ». C'est donc à juste titre que le Togo par l'entremise de son ministère du Tourisme a choisi de marquer l'événement par un camp de reboisement, la visite de certains sites touristiques, une découverte de l'art culinaire de la région et d'autres manifestations organisées à travers tout le pays.

Selon les chiffres disponibles dans le secteur, en 2011, 980 millions de touristes ont voyagé de par le monde soit 1/7 de la population mondiale. Au Togo, le tourisme, a connu une période difficile dans les années 90 avant de reprendre progressivement un envol que l'Etat et les opérateurs privés s'emploient

à consolider d'année en année. Selon le Ministre du Tourisme Christophe Tchao, « En 2011, les arrivées de touristes ont franchi la barre des 300.000 visiteurs qui ont généré plus de 20 milliards de francs CFA de recettes hôtelières. ». Cependant, cette reprise du tourisme togolais pour qu'elle se consolide et s'enracine durablement se doit de se mettre au diapason des exigences du développement durable. Ce n'est qu'à cette seule condition que le tourisme pourra jouer véritablement son rôle qui fait de lui un pilier de croissance forte de l'économie de notre pays.

Etant donné que l'industrie du tourisme et des voyages, fait partie des consommateurs d'importantes quantités d'énergie, il faut que les professionnels du secteur touristiques soient sensibilisés et formés sur l'importance d'une nouvelle politique en matière d'énergie. Pour cela, ils devront intérioriser les principes d'économie et d'utilisation des sources renouvelables.

Le Togo notre pays a déjà entrepris une série d'actions visant d'abord à réduire considérablement les consommations en termes d'énergie et à long terme à la production d'une énergie propre. Nous n'en voulons pour preuve que l'adoption en conseil des ministres en avril dernier du décret autorisant la signature de la convention de concession pour la construction et l'exploitation du parc éolien Delta Wind Togo, l'utilisation des cartes magnétiques dans certains hôtels pour mieux contrôler l'utilisation de l'énergie, ainsi que les ampoules économiques; une politique de la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) pour réduire les consommations d'énergie.

Paul Katassoli

Championnat national D1

DYTO CHAMPION EN ATTENDANT LA CLÔTURE

Le championnat national de football de première Division est à sa 33e journée soit une journée avant la clôture mais certains clubs connaissent déjà leur sort. C'est le cas de DYTO de Lomé qui est sacré champion avant la dernière journée où il rencontrera Sémassi de Sokodé au Stade de Kégué. Si le premier est connu au regard des résultats obtenus sur le terrain, le dernier est également identifié. Il s'agit de Sara Sport qui est presque sûr de sa descente en Deuxième Division. Le club de Bafilo qui a été repêché pour jouer la D1 n'a pas su défendre sa peau dans le championnat d'élite. En dehors de Sara Sport d'autres clubs sont aussi dans l'expectative et vont se battre farouchement contre la descente en Deuxième Division lors de la dernière journée qui est repoussée d'une semaine.

Initialement programmée pour ce week-end, la dernière journée du championnat national de football de Première Division sera disputée en fin de semaine prochaine. Ainsi en a décidé la Fédération Togolaise de Football. Raison évoquée, la mise à jour du calendrier avec notamment deux matchs. Il s'agit de la rencontre ASKO de Kara contre Gomido de Kpalimé et du match entre Kotoko de Lavié et Sara Sport de Bafilo. Mais c'est en champion que le Dynamique Togolais va suivre toutes ces rencontres de mise à jour du Championnat D1, saison 2011-



2012. Dyto totalise 50 points avant la dernière journée du championnat et ne peut plus être rejoint par ses poursuivants immédiats au classement que sont l'AS Douanes (2e, 45 pts +10) et Unisport (3e, 45 pts +4). L'AS Douanes a été vaincue par Tchaoudjo Athlétic Club 1-0 alors que Foadan a battu Unisport, 3-0.

Dyto soulèvera le saladier d'argent remporté la saison écoulée par Maranatha de Fioakpo. Mais il y a une inquiétude dans le camp des clubs du bas de tableau. Une inquiétude qui vient de la non publication du classement officiel de la compétition par le Bureau Exécutif de la Fédération Togolaise de Football. On évoque la non homologation des matchs litigieux par la Commission de Recours. Ce qui fait que les réalités du terrain peuvent être remises en question pour faire du tort aux équipes insoumises aux premiers responsables de la FTF. Des scénarios qui ont souvent cours à la Féd. Espérons seulement que les mêmes stratégies ne seront pas remises en jeu pour favoriser des clubs amis.

Didier ASSOGBA

Cinéma

LE FIFARD LANCÉ

Le Comité d'organisation du FIFARD, entendez Festival International de Films et des Arts de Développement vient de lancer la première édition de cet événement cinématographique. Destiné à redynamiser le secteur du cinéma au Togo, le Festival international de Films et des Arts de Développement (FIFARD) est une manifestation culturelle qui cherche à « s'imposer au Togo et à devenir le premier festival de film du pays à l'instar du FESPACO au Burkina Faso ». L'édition 2012 se déroulera du 10 au 17 novembre 2012 à Lomé.

Environ 280 festivaliers venus de plus de 35 pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique seront présents à Lomé début novembre pour prendre part aux activités du festival. Pour les organisateurs de cette rencontre, l'accent sera mis au cours de cette édition, sur les thèmes de la coopération, du développement, de la critique et du professionnalisme. « C'est une fête de l'art et cette année nous mettons l'accent sur la coopération et le développement dans le sens de l'art comme le thème le souligne. Nous voulons servir de podium ou de plateau aux réalisateurs de films », a souligné le délégué général du festival, Tomi Vivien. Pour ce dernier, le cinéma togolais a de l'avenir grâce à la créativité de la nouvelle génération



et au développement de la technologie.

Le Festival qui bénéficie du soutien des autorités togolaises dont le ministère des Arts et de la Culture s'inscrit dans la réalisation des ouvrages d'art qui vont contribuer au développement de la nation togolaise. Ce soutien a été matérialisé par la présence au lancement du ministre des Arts et de la Culture, Me Fiatuwo Kwadjo Sessenou. Tomi Vivien a également conseillé du « sérieux et du professionnalisme » aux créateurs artistiques du continent dans leur travail, en vue de la réussite de leurs productions. Durant le festival les participants prendront part à diverses activités inscrites au menu du « FIFARD 2012 ». Il s'agit des projections de films, des débats, du théâtre, de la danse, etc. Le FIFARD est une initiative du Comité International des gongs de CAPAR et ses associations partenaires.

Dias MISSOKO

Sénégal : LES FAMILLES DES VICTIMES DU BATEAU LE "Joola" RÉCLAMENT JUSTICE



Le 10e anniversaire du naufrage du Joola, ce mercredi 26 septembre, est l'occasion pour les familles des victimes de faire le procès de l'ancien régime libéral mais aussi de demander à l'actuel gouvernement de faire toute la lumière sur cette catastrophe qui a coûté la vie à près de 2 000 personnes.

La ville de Ziguinchor au sud du Sénégal a été choisie pour la célébration officielle du naufrage du bateau le "Joola". C'est dans cette ville que le navire a débuté son voyage avec à son bord plus de 2000 personnes en majorité des civils. Pendant cette commémoration, le comportement de l'ancien régime libéral a été vivement critiqué. Selon les familles, aucune poursuite judiciaire ni enquête sur les circonstances du drame n'a été ouverte par le président Wade, ancien chef de l'Etat sénégalais. Une attitude perçue comme une façon d'étouffer ce dossier. Les familles conseillent aux nouvelles autorités, qui viennent de prendre cette affaire en main, de ne pas suivre les pas de l'équipe gouvernementale sortante.

Faire toute la lumière sur le naufrage

Les familles réclament des poursuites judiciaires contre toutes les personnalités qui ont été citées dans ce dossier. L'ancien régime avait reconnu sa responsabilité et le président Wade avait obtenu les démissions trois mois après les faits de l'ancien Premier ministre, Mme Mame Madior Boye, de son ministre des Forces armées, Youssa Sambou et de son ministre des Transports, Youssou Sakho. Et l'ancien président sénégalais avait aussi écarté certains généraux du commandement nationale de la

marine.

Mais, ces départs n'avaient pas calmé la colère des familles des victimes qui souhaitent voir ces personnalités répondre de leurs responsabilités devant un tribunal. Les familles européennes avaient emboîté le pas aux associations sénégalaises en déposant une plainte. En 2008, un juge d'instruction français a lancé neuf mandats d'arrêt internationaux contre de hauts responsables sénégalais, en poste au moment du naufrage, pour « homicides involontaires par violation délibérée d'une obligation de sécurité et défaut d'assistance à personnes en péril ». Aujourd'hui, les familles sénégalaises comptent faire de même.

Le refoulement du Joola

Pour les familles des victimes, la place des disparus ne n'est pas dans les eaux. C'est ainsi que Moussa Cissokho, président de l'Association des victimes du Joola, demande au gouvernement du nouveau président sénégalais, Macky Sall, de renflouer. « Sur cette question, nous lui avons montré qu'un voyage a été effectué en 2006 à Bruxelles pour rencontrer la commission en vue d'aider l'Etat sénégalais à renflouer et que donc la commission était très disposée. Et dans la réponse du président, il nous a fait savoir qu'en son temps, c'est vrai qu'il était dans le gouvernement et il pensait que les avis étaient partagés mais compte tenu du fait qu'aujourd'hui, il y a l'unanimité sur cette question et que le plan de renflouement a été élaboré de manière consensuelle par les familles sénégalaises et les familles européennes. Donc sous ce rapport, il n'y a pas de raison que l'Etat du Sénégal n'aille pas rencontrer bien évidemment la commission pour aller dans le sens du renflouement ». Une réponse qui avait à ce moment là satisfait les familles des victimes sénégalaises.

Le ministre des forces armées sénégalaises n'avait pas répondu aux nombreuses doléances des familles mais il a suggéré aux Sénégalais à bannir le laxisme pour éviter d'éventuelles catastrophes.

Afrik.com

GHANA : A L'ONU, JOHN MAHAMA RASSURE LA CÔTE D'IVOIRE !

John Dramani Mahama, le Président intérimaire ghanéen rassure le monde entier que son pays ne permettra pas que son territoire serve de base arrière pour déstabiliser les Etats voisins du Ghana.

John Mahama a réitéré cet engagement hier mercredi 26 septembre 2012 lors de son discours devant la 67e Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) laquelle réunion se tient actuellement à New York. Cette mise au point se justifie par la situation d'insécurité qui prévaut en Côte d'Ivoire, un pays voisin du Ghana. Dans son discours retransmis en direct au Ghana, John Mahama après avoir exprimé sa gratitude au monde entier pour l'hommage rendu au défunt Président John Atta Mills, le numéro un ghanéen a rappelé aux Etats membres de l'ONU, à ses concitoyens, bref au monde entier que le Ghana est respectueux de la souveraineté des autres nations et de ce fait, le pays n'hébergera pas des fuyitifs d'un quelconque pays, lesquels auront pour agenda de fomentation en retour des troubles dans leur pays d'origine.

En parlant des initiatives de paix que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est entrain de promouvoir dans son espace, John Mahama a déclaré que « nous travaillons tous



dans le cadre des protocoles de la CEDEAO et voulons voir la paix s'instaurer au Mali et en Côte d'Ivoire. Nous croyons dans la déclaration des droits de l'homme car nous avons été le premier pays sub-saharien à émerger du colonialisme. Comme Nkrumah l'a dit, l'autodétermination n'a pas de sens sans la liberté ailleurs ».

Sur le plan international, John Mahama s'est prononcé au nom du Ghana sur la Palestine et le Cuba. En ce sens, il dira que « nous voulons voir un Etat Palestinien libre coexistant avec l'Etat d'Israël et nous appelons à la levée de l'embargo américain contre le Cuba ».

Quand à ce qui concerne les élections générales de décembre 2012 au Ghana, le successeur d'Atta Mills a déclaré que le scrutin sera libre, juste et pacifique. Pour être des témoins privilégiés de cet

engagement, le Président a invité la communauté internationale à venir observer ces élections.

Pour rappel, les récentes attaques armées en Côte d'Ivoire surtout celle qui s'est produite à la frontière de Noé le vendredi dernier ont conduit à des déclarations qui suspectent le Ghana de ne faire assez pour neutraliser les exilés ivoiriens pro-Gbagbo, lesquels seraient à l'origine des attaques depuis le territoire ghanéen. En déniaient ces accusations, le ministre ghanéen des Affaires étrangères a avoué que « le Ghana est particulièrement inquiet face aux accusations répétées selon lesquelles les incursions proviennent » de son territoire. En vue de mettre tout au clair, le Ghana a appelé une enquête conjointe avec la Côte d'Ivoire.

Koaci.com

Côte d'Ivoire : GUILLAUME SORO, L'IVOIRIEN LE PLUS RICHE ?

KOACI.COM apprend d'une source diplomatique saoudienne rencontrée en marge de la célébration de la fête nationale de l'Arabie-Saoudite qui s'est tenue ce lundi à la Résidence de l'Ambassadeur d'Arabie-Saoudite de Cocody à Abidjan, que Guillaume Soro serait, au lendemain de la crise, l'ivoirien vivant en Côte d'Ivoire le plus fortuné.

La fortune de l'ancien secrétaire général de la Fesci devenu président de l'Assemblée nationale, serait, à en croire notre source qui s'est confiée au cours d'une conversation, estimée à plusieurs centaines de milliards de Fcfa et d'importantes parts dans le capital social d'entreprises.

Pour finir, des informations reçues, nous apprendrons qu'au niveau des plus riches de l'ancien régime



figurent, Léon Emmanuel Monnet ministre des Mines et de l'Énergie de 2001 à 2010, Pierre Fakoury, homme d'affaire qui avait bénéficié de puits de pétrole, et Jacques Anouma, l'ancien trésorier de la présidence.

Koaci.com

Coopération internationale LA GUINÉE OBTIENT L'ALLÈGEMENT DE SA DETTE

La décision est enfin tombée. La Guinée a obtenu ce mercredi 26 septembre un allègement de sa dette qui s'élève à 2,1 milliards de dollars grâce à l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTE). Les conseillers administratifs de la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont estimé que la Guinée a accompli des progrès satisfaisants pour bénéficier de cette faveur.

Après plusieurs mois d'attentes et d'espoirs, la Guinée vient de voir sa dette annulée, soit les 2/3 du stock total. Pour bénéficier de cette initiative des pays pauvres très endettés (PPTE), le pays a rempli les conditions suivantes : la mise en œuvre satisfaisante du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), le maintien d'une politique macroéconomique saine, l'amélioration d'une base de données sur la pauvreté et de la capacité de suivi, la publication de rapports annuels sur les activités de l'Agence nationale de lutte contre la corruption, la progression des taux bruts d'inscription dans l'enseignement primaire ainsi qu'une augmentation des taux d'immunisation des enfants. A cet effet, la Guinée a obtenu une dérogation relative au déclencheur concernant les audits des contrats de passation des marchés publics.

« Pour la Guinée, atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE est une grande réussite. Cela illustre les progrès majeurs accomplis dans la gestion économique à la suite des premières élections démocratiques en décembre 2010 », a déclaré M. Harry Snoek, Chef de mission du Fonds Monétaire International (FMI) pour la Guinée, dans un communiqué de la Banque Mondiale. « Maintenant que la Guinée a atteint le point d'achèvement, elle sera en mesure d'allouer davantage de ressources à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique. Il restera crucial d'assurer une solide gestion macroéconomique après le point d'achèvement afin que le pays puisse tirer le meilleur parti de ses abondantes ressources minières et des autres sources potentielles de croissance », a précisé M. Snoek.

Le Directeur de la Banque mondiale pour la Guinée, Ousmane Diagana, se félicite aussi de l'atteinte du PPTE par la Guinée : « L'allègement complet de la dette est une extraordinaire opportunité de développement pour la Guinée car il aidera le pays à atteindre la stabilité économique et à consacrer davantage de ressources à la réduction de la pauvreté ». Et de préciser que son institution continuera toujours à accompagner la Guinée pour l'aider à renforcer la gestion financière.

Le président guinéen Alpha Condé a remercié la population et le mouvement social pour les efforts consentis : « Le fait d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE représente une étape importante pour la Guinée et sa population. Je salue l'effort de la population et du mouvement social qui ont consenti des sacrifices pour que nous atteignons ce résultat ».

Selon le communiqué de la Banque Mondiale, la Guinée est le 34ème pays à atteindre le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE. « Le point d'achèvement marque la fin du processus de l'initiative qui a débuté en 2000 lorsque les Conseils d'administration du FMI, de l'IDA et de la Banque mondiale ont convenu que la Guinée avait réuni les conditions requises pour atteindre le point de décision, stade auquel les pays commencent à recevoir un allègement de la dette sur une base intérimaire. »

Afrik.com



Togotelecom

jusqu'au
29 Septembre 2012

le fixe sans fil
illico

Promo illico Vacances



Pack illico Classic

1 téléphone illico S-165

+ 1 carte SIM

+ 500 F de crédit de communication

Téléphone illico CLASSIC
seul à 9 000 F CFA

9 975 F CFA

Torche - Radio FM - Forte autonomie

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Eglise d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBQU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

TOGO TELECOM, La Référence

www.togotelecom.tg